La disponibilité alimentaire de l'Ogooué-Ivindo dans un étau : entre production insuffisante, difficultés d'approvisionnement et faible influence du port commercial d'Owendo/Libreville

Pacôme TSAMOYE

pacomeawong@gmail.com

CENAREST /IRSH/ GREDS

Guy Merlo MADOUNGOU NDJEUNDA

madoungoumerlo@gmail.com

CENAREST /IRSH/ LARESPO

Résumé

Cette étude porte sur la disponibilité alimentaire dans l'Ogooué-Ivindo, une province située au nord-est du Gabon. La principale interrogation formulée est celle-ci : quel est l'état des lieux de la disponibilité alimentaire dans l'Ogooué-Ivindo ? Une question secondaire en découle : quels sont les obstacles à l'approvisionnement en denrées alimentaires dans cette province ? Cette étude a un double objectif**.** Il s'agissait aussi bien d'évaluer le niveau de consommation alimentaire dans cette partie du Gabon, que d'identifier et d'analyser les principales entraves à l'amélioration de l'offre alimentaire. Pour répondre à ces interrogations, une approche méthodologique à la fois qualitative et quantitative a été utilisée. A l'issue du traitement et de l'analyse des données obtenues, il apparait d'abord que la consommation alimentaire des populations est très irrégulière, la majorité des ménages éprouvant des difficultés à assurer trois repas quotidiens. Ensuite, il a été relevé qu'il existe des difficultés d'accès aussi bien physiques qu'économiques aux denrées alimentaires, impactant de fait négativement la sécurité alimentaire de ce territoire. Enfin, le secteur agricole de la province reste faiblement développé et caractérisé par une production réduite, des rendements en déclin et un faible niveau d'organisation.

Mots clés : Ogooué-Ivindo, Gabon, Disponibilité alimentaire, Production, Approvisionnement

Food availability in Ogooué-Ivindo squeezed in a vice: between insufficient production, supply difficulties, and the limited influence of the Owendo/Libreville commercial port

Abstract

This study focuses on food availability in Ogooué-Ivindo, a province located in northeastern Gabon. The main question asked is: what is the current state of food availability in Ogooué-Ivindo? A secondary question arises from this: what are the obstacles to food supply in this province? This study has two objectives. It seeks both to assess the level of food consumption in this part of Gabon and to identify and analyse the main obstacles to improving food supply. To answer these questions, a methodological approach combining qualitative and quantitative methods was implemented. Following the processing and the analysis of the data obtained, it first emerged that the population's food consumption is highly irregular, with the majority of households struggling to provide three meals a day. In addition, difficulties in accessing food, both physically and economically, were identified, negatively impacting food security in this region. Finally, the province's agricultural sector remains underdeveloped and characterized by low production, declining yields and a weak level of organization.

Keywords: Ogooué-Ivindo, Gabon, Food availability, Production, Supply

Introduction

La sécurité alimentaire, bien que cette approche définitionnelle soit jugée peu innovante et fonctionnelle (P. Janin et S. Dury, 2012, p. 287 ; J.M. Touzard et L. Temple, 2012, p.294), « existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active » (L. Pussemier, 2025 : p.1). Dès lors, comment atteindre cet objectif et répondre de manière efficace aux besoins alimentaires des êtres humains ? Il s'agit là d'une question largement débattue à l'échelle mondiale. L'enjeu est tel que cette problématique a été élevée « au rang de responsabilité essentielle venant ébrécher la première place traditionnellement allouée à la sécurité militaire » (Y. Jeanclos, 2001 : p.859).

Selon les données statistiques disponibles, l'insécurité alimentaire touche, en effet, 9,8 % de la population mondiale, soit environ une personne sur dix et plus de 800 millions de personnes (M. Gerard, 2022, p.1). L'Afrique n'échappe pas à cette dynamique de dégradation de la sécurité alimentaire. En effet, « en 2019, on a dénombré 250,3 millions de personnes sous-alimentées en Afrique : 15,6 millions en Afrique du Nord et 234,7 millions en Afrique subsaharienne » (Nations Unies. Commission Economique pour l'Afrique ; Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et Agriculture ; Commission de l'Union Africaine, 2021, p.1).

Afin d'évaluer la situation alimentaire du Gabon, deux principaux indicateurs sont mis à contribution. Le premier a trait à la production agricole locale. Dans ce cadre, au regard d'un abandon relatif de l'agriculture, le secteur éprouve des difficultés à rendre le pays autosuffisant sur le plan alimentaire. En dehors de la production d'œufs qui répond à l'ensemble de la demande nationale, les autres filières peinent à atteindre les niveaux comparables. C'est particulièrement le cas de l'offre avicole, qui ne satisfait que 7 % des besoins nationaux (République Gabonaise, 2017, p.9). En alternative, et c'est le deuxième indicateur, la stratégie alimentaire du pays repose en grande partie sur « l'approvisionnement alimentaire à partir de l'extérieur » (RÉPUBLIQUE DU GABON, 2017, p.11). Ces importations provenant de diverses origines (P. Tsamoye, 2013, p.219) représentent une dépense annuelle importante pour l'Etat gabonais. En 2019, par exemple, ce pays a importé plus de 275 000 tonnes de denrées alimentaires constituées à 80 % de blé, de riz et des volailles et représentant environ 14 % de ses importations totales. En 2023, la facture de ces importations a franchi le seuil de 382 Milliards de francs CFA. Et en 2024, elle a atteint 400 milliards de francs CFA (Loi des Finances de la République Gabonaise, 2024, p.22). Les statistiques du Ministère de l'Agriculture, quant à elles, évaluent les dépenses annuelles du Gabon en denrées alimentaires importées à environ 550 Milliards de francs CFA (G. M. Mondjo Mouega, 2022, p.1).

Bien que les denrées alimentaires soient disponibles au niveau national et puissent potentiellement couvrir les besoins de tous les Gabonais, une question mérite d'être soulevée, similaire à celle formulée par G. Courade en 1992 (p.749) : que dire de « l'acte physique de s'alimenter », qui dépend spécifiquement de la présence effective des denrées alimentaires ? La recherche des réponses à cette question invite à explorer la territorialisation de l'alimentation à travers les neuf provinces de ce pays d'Afrique centrale, notamment celle de l'Ogooué-Ivindo, car l'acte de manger s'inscrit dans un espace physique spécifique. (G. Fumey, 2007, p.37).

Ainsi, la question centrale de cette recherche est la suivante : quelle est la situation de la sécurité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo ? De même, quels sont les obstacles à la présence physique des denrées alimentaires dans cette province ? En réponse

 ISSN 1817-5589

à ces interrogations, deux hypothèses ont été formulées. La première suggère que la sécurité alimentaire dans la province est critique. La seconde permet de mettre en évidence deux types de contraintes. Il y a d'abord les entraves liées à la production locale, mais aussi celles ayant trait à l'acheminement des denrées alimentaires depuis le port d'Owendo, principale porte d'entrée, ainsi que les pays limitrophes. Faire un état des lieux de la sécurité alimentaire dans l'Ogooué-Ivindo constitue l'objectif principal de cette étude. Il s'agit aussi de formuler des propositions visant à améliorer la disponibilité des denrées alimentaires dans cette localité.

1. Méthodologie

La présente étude porte sur la province de l'Ogooué-Ivindo « située au nord-est du Gabon, entre les coordonnées géographiques 11° 25′ 25″ et 14° 31′ 40″ de longitude Est, et 0° 1′ 15″ et 1° 3′ 20″ de latitude Nord (Figure 1) » (P. Tsamoye et L. N. Sello Madoungou, 2023, p.25). Sa densité est de 6,8 habitants par km² (Direction Générale de la Statistique, 2015, p.5). Elle se caractérise par un climat de « type équatorial de transition de la zone centrale du Gabon avec toujours 2 saisons des pluies bien marquées, une grande saison sèche de juin à août et une récession des pluies en décembre et janvier. La pluviométrie est de 1 400 à 1 900 mm » (Rougier Gabon, 2014, p.3).

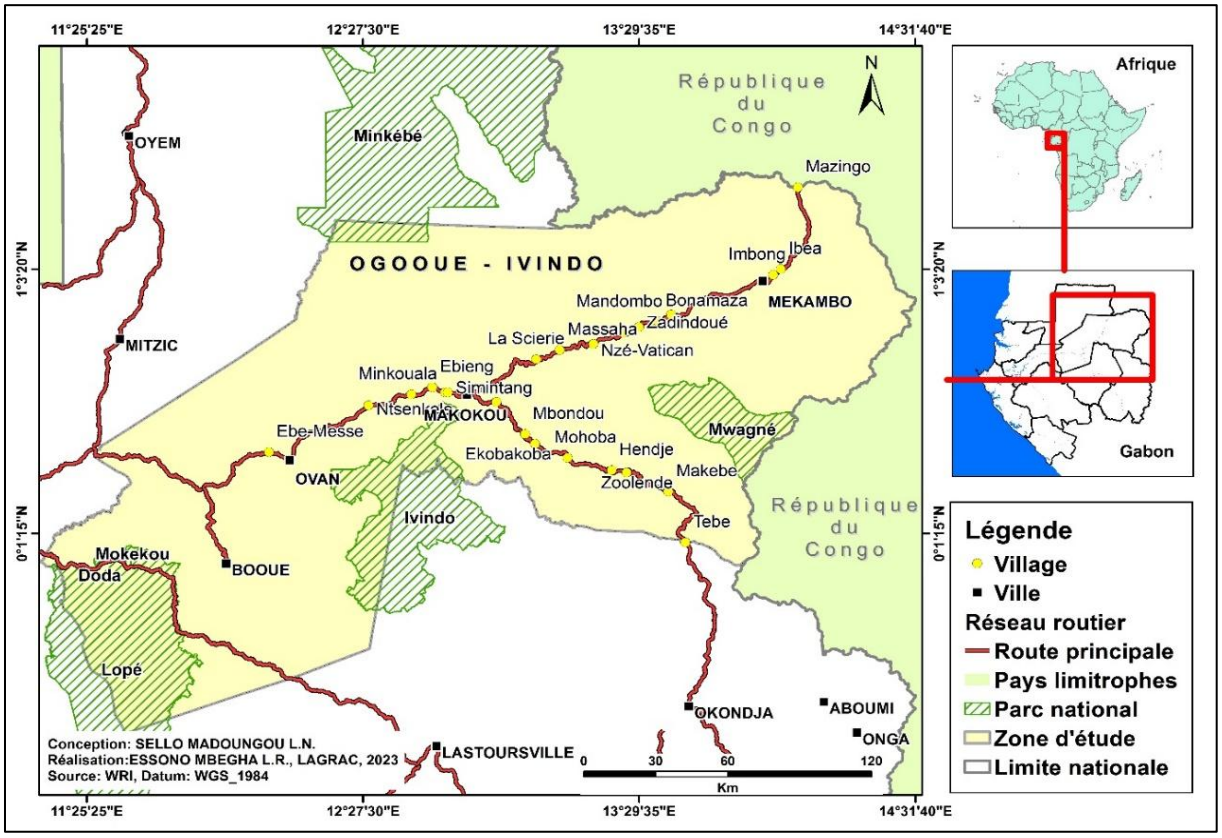

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude

Source : P. Tsamoye et L. N. Sello Madoungou, 2023, p.25

Dans le but de réaliser un diagnostic de la sécurité alimentaire dans cette province, les méthodes qualitatives et quantitatives ont été utilisées pour obtenir des données à la fois primaires et secondaires.

1.1 La méthode qualitative

La recherche qualitative s'est d'abord appuyée sur un corpus documentaire diversifié composé de sources consultées dans les bibliothèques de l'UOB et du CERGEP, ainsi que de

ressources scientifiques en ligne. Les travaux généraux consacrés à la sécurité alimentaire, notamment ceux de P. Janin et S. Dury (2012) ainsi que de J. M. Touzard et L. Temple (2012), ont permis d'en préciser les contours conceptuels et d'en souligner les principales limites. L'étude de L. E. Ndjambou, S. Loungou et B. Ibouanga (2019) a, quant à elle, éclairé le rôle stratégique que pourrait jouer la province de l'Ogooué-Ivindo dans le renforcement de l'approvisionnement alimentaire, notamment à travers l'éventuelle implantation d'un port sec. Par ailleurs, les travaux de P. Tsamoye et L. N. Sello Madoungou (2023) ou le mémoire d'A. Ferlay (2014), axés sur la province, ont permis de mieux cerner les dynamiques agricoles locales et de voir comment les populations rurales s'adaptent aux différentes mutations de leur espace de vie.

En plus de cette analyse documentaire, des entretiens ont été réalisés auprès des transporteurs de denrées alimentaires opérant sur l'axe Makokou–Libreville. Ils ont permis de relever les principales contraintes qui entravent la desserte de la région, notamment le mauvais état des routes qui affecte la régularité et la fiabilité des approvisionnements. Des échanges avec certains chefs de ménages ont donné l'occasion de relever les insuffisances logistiques et le manque de ressources financières dont ils font face et qui limitent l'extension des superficies cultivées. Ils ont, en outre, souligné la persistance du conflit homme - faune marqué par une forte présence d'éléphants occasionnant des destructions régulières de plantations, tout en rappelant leur impossibilité d'intervenir efficacement en raison du cadre réglementaire strict découlant de la politique nationale de conservation.

1.2 La méthode quantitative

L'enquête de terrain a été réalisée entre juin et août 2022 dans plusieurs villages sélectionnés de la province de l'Ogooué-Ivindo, notamment Ebe-Messe (département de la Mvoung), Nzé-Vatican (Ivindo) et Ibéa (Zadié). Elle s'est basée sur un questionnaire soumis uniquement aux chefs de ménage. Parmi les 360 interrogés, 80 % étaient des hommes et 20 % des femmes. Ce questionnaire était essentiellement axé sur les spécificités de la consommation alimentaire, l'accès économique aux denrées, la production agricole ainsi que l'état du réseau routier.

Pour cette enquête, le choix du nombre de villages (24) et de ménages retenus dans chacun d'eux (15) a été effectué de façon aléatoire. Pour ce qui est spécifiquement des villages, l'autre critère déterminant était l'accessibilité. En effet, en raison de la mauvaise qualité du réseau routier dans certaines parties de cette province, entrainant un accès difficile à de nombreuses localités, il était essentiel de privilégier ceux qui pouvaient être accessibles en toute saison. Ce choix a permis de faire le travail de terrain, donc de collecter effectivement les données indispensables à la matérialisation de ce travail de recherche. La décision d'interroger quinze ménages par village a reposé sur des considérations pratiques. Il s'agissait de chercher à collecter le maximum d'informations possibles sur la disponibilité alimentaire dans des délais précis et en tenant compte des contraintes financières. Cette décision a tout de même permis de cerner la diversité socio-économique des ménages ruraux, indispensable pour l'appréciation de l'hétérogénéité locale des comportements alimentaires. De plus, le recours aux données émanant du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) de 2021 a été déterminant pour disposer d'autres statistiques et d'affiner la compréhension des particularités de l'agriculture et de l'élevage de la province.

Dans l'ensemble, les données recueillies et traitées à la fois manuellement et à l'aide du logiciel Excel pour la réalisation de tableaux statistiques, de graphiques et le calcul des pourcentages ont permis d'arriver à des conclusions probantes.

 ISSN 1817-5589

2. Résultats

2.1. La sécurité alimentaire : entre irrégularités et difficultés d'accès économique aux aliments

Comment évaluer le niveau de sécurité alimentaire, qu'il s'agisse des individus ou des ménages ? Deux approches principales se dégagent dans la littérature. La première s'appuie sur les expériences vécues par les mangeurs et sur leur propre perception de leur situation alimentaire. La seconde repose sur des indicateurs objectifs construits à partir de la mesure de la consommation alimentaire (E. Bouquet, A. Lourme-Ruiz et A. Bichard, 2021, p. 1).

Dans le cadre de notre étude, le diagnostic de la sécurité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo s'inscrit dans cette seconde perspective. En effet, en raison de l'absence de données quantitatives standardisées et comparables permettant d'évaluer de manière strictement objective les niveaux de consommation, l'analyse s'appuie sur les perceptions et les expériences déclarées par les consommateurs. Cette mobilisation des données subjectives vise à faire face aux limites des statistiques disponibles, tout en permettant de comprendre plus précisément les difficultés auxquelles les ménages sont confrontés au quotidien.

En s'appuyant sur les déclarations des enquêtés aussi bien sur le saut de repas, les journées entières passées sans manger que la diversité de l'alimentation, les résultats de l'enquête font valoir une insécurité alimentaire fortement inquiétante au sein des ménages étudiés. En effet, les répondants déclarent majoritairement restreindre leur alimentation pour faire face aux contraintes quotidiennes. Dans ce sens, 96 % et 93 % des 360 ménages interrogés déclarent respectivement sauter des repas et passer une journée entière sans manger (Tableau n° 1). Ces modes opératoires, généralement destinés à mieux gérer des ressources limitées, sont révélateurs des contraintes d'accès à la nourriture et constituent des indicateurs typiques d'une insécurité alimentaire aiguë. Par ailleurs, le fait que 98 % des enquêtés jugent leur alimentation peu variée peut être symptomatique d'une forme d'insécurité alimentaire structurelle. Cette situation permet également d'interroger le niveau de couverture des besoins nutritionnels essentiels.

Tableau I : Etat des lieux de la consommation alimentaire des ménages dans la province de l'Ogooué-Ivindo

	%
Saut des repas	96 %
Journée sans manger	93 %
Alimentation peu variée	98 %

Source : enquêtes de terrain, 2021

Afin d'identifier les déterminants de ce niveau de sécurité alimentaire, plusieurs questions supplémentaires ont été posées aux ménages (Tableau n° 2). Par exemple, à celle-ci : « Votre ménage saute-t-il un repas en raison d'un manque d'argent ou d'autres ressources pour se procurer de la nourriture ? », 90 % des interviewés ont répondu positivement. Il en va de même pour l'interrogation concernant l'absence quotidienne d'aliments. Quant à la question de l'alimentation peu variée, 94 % des répondants ont exprimé ce constat.

Tableau II : Rapport entre situation alimentaire et accès économique aux aliments

	%
Saut des repas	90 %
Journée sans manger	90
Alimentation peu variée	94 %

Source : enquêtes de terrain, 2021

Mais en scrutant davantage les réponses aux différentes questions, il apparait que pour 98 % de ménages les difficultés d'accès économique aux aliments sont les réelles causes de leurs difficultés alimentaires. Seulement 2 % ne font pas des problèmes financiers la base de leurs désidératas de consommation.

2.2. Le secteur agricole : entre offre restreinte, rendements en déclin et état embryonnaire

Si, en zone rurale, une stratégie de sécurité alimentaire peut être définie en s'appuyant largement sur les aspects économiques, la dimension nourricière de la ruralité risquerait alors d'être négligée. À ce stade de confusion, deux hypothèses méritent d'être formulées. Soit, dans les zones rurales de la province de l'Ogooué-Ivindo, le niveau de développement économique est tel que les populations délaissent les activités agricoles. Ou bien ce secteur économique est confronté à d'énormes difficultés si bien que la production rurale est perturbée, rendant ainsi nécessaire le recours aux achats alimentaires. La seconde hypothèse semble la plus plausible.

L'analyse du secteur agricole dans la ruralité de la province révèle, en effet, plusieurs contraintes affectant ses capacités productives. Selon le Recensement Général de l'Agriculture (RGA) de 2020 (fig.2), diverses difficultés sont rencontrées tant par les exploitants agricoles que par ceux travaillant dans l'élevage. Dans le premier cas, on évoque l'insuffisance de petit matériel de production (25 %), les problèmes de financement (21 %), les catastrophes naturelles (12 %), etc. Dans le second, les problèmes incluent les conflits avec le voisinage (23 %), l'accès au financement (19 %), l'insuffisance d'encadrement (11 %), etc.

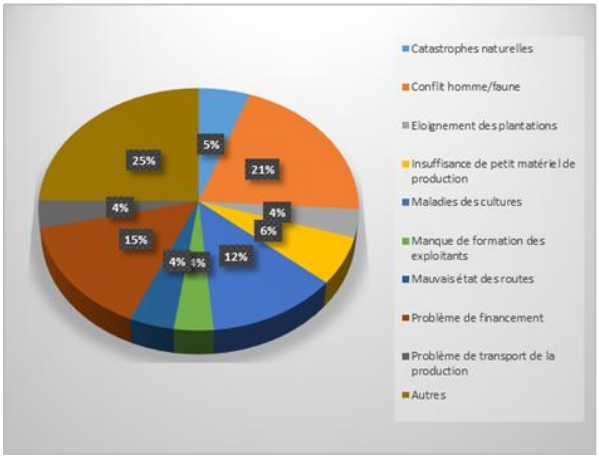

Figure 2 : « Répartition des exploitants pratiquant l'agriculture végétale selon le type de difficultés rencontrées »

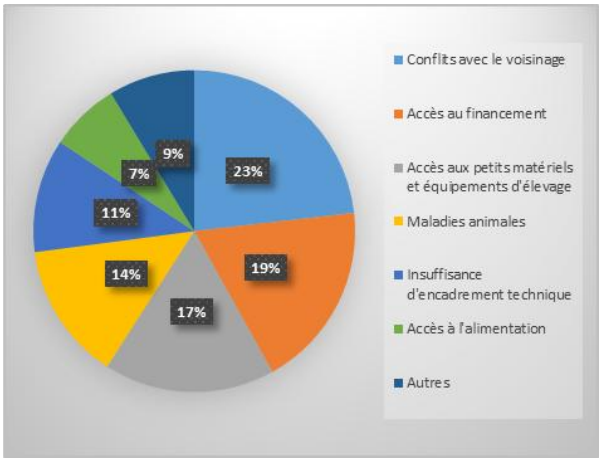

Figure 3 : « Répartition des exploitants pratiquant l'élevage selon le type de difficultés rencontrées »

Source : RGA GABON, 2020, p.42 et p.54

Ces contraintes se traduisent, en ce qui concerne les filières vivrières, par une faible diversité de l'offre. En effet, dans l'ensemble de la province, seules quatre filières vivrières sont développées : le manioc, la banane, le maïs et l'arachide. En dehors de ces produits, selon les déclarations des populations enquêtées, l'offre alimentaire dans la province est également renforcée par la production de miel à Ebieng et celle de taros à Ibéa.

Toujours dans le domaine des produits vivriers, un autre fait notable est la contraction progressive de l'offre interne à la province. En effet, 100 % des personnes interrogées constatent une baisse des rendements du secteur agricole. Outre les raisons déjà mentionnées dans la figure 2, la population agricole évoque les impacts du changement

 ISSN 1817-5589

climatique. Cela se manifeste par l'élévation des températures et la réduction des précipitations annuelles et saisonnières. Malgré ces aléas, la majorité des agriculteurs estiment que le sol reste fertile (80 % des enquêtés) et que, de ce fait, l'Ogooué-Ivindo peut encore jouer un rôle significatif dans l'alimentation de sa population, à condition de lever les contraintes précédemment mentionnées.

Ainsi, l'agriculture dans l'Ogooué-Ivindo peut être qualifiée d'embryonnaire, en raison du caractère modeste de son secteur de l'élevage. Il est vrai que cette province met des produits d'origine animale sur le marché, notamment les espèces issues de la production avicole, telles que les pondeuses et le poulet de chair. Cependant, cette offre reste insuffisante par rapport à la demande interne de la localité et demeure très marginale par rapport à la production nationale des différentes espèces élevées (Tableau N° 3). Par exemple, la production de pondeuses, de poulet de chair et de poulet fermier représente moins de 5 % de l'offre nationale.

Tableau III : Part de l'Ogooué-Ivindo dans le cheptel national

Espèces élevées	Gabon	Ogooué-Ivindo	**%**
Pondeuse	253 954	2 632	**1,03**
Poulet de chair	110 138	1 466	**1,33**
Poulet fermier	44 430	132	**0,29**
Poulet traditionnel	158 375	22 444	**14,17**
Bovins	2 350	230	**9,78**
Caprins	8 740	1 404	**16,06**
Ovins	16 149	1 126	**6,97**
Porcins	11 773	65	**0,55**

Source : RGA GABON, 2020

Les contributions les plus importantes sont celles du poulet traditionnel (14,17 %) et des caprins (16,06 %). On pourrait donc être tenté de conclure à l'importance de ces deux secteurs dans la sécurité alimentaire de la province. Cependant, une compréhension des valeurs culturelles de ces populations invite à une certaine réserve et, surtout, à une relativisation de cette conclusion. En effet, l'élevage de ces deux espèces n'est pas principalement destiné à la consommation directe des populations, mais plutôt à des fins culturelles. Ces animaux servent principalement à des événements culturels auxquels les familles participent. Une autre partie de ce cheptel est utilisée pour accueillir les convives de marque.

2.3. Le réseau routier : une entrave aux approvisionnements

Globalement, même en l'absence de données statistiques actualisées et plus fiables, il est possible de conclure que le secteur agricole fragile de l'Ogooué-Ivindo peine à satisfaire la demande locale. Toutefois, contrairement à l'autosuffisance alimentaire, la sécurité alimentaire nécessite également l'apport extérieur à une zone donnée pour compléter son approvisionnement. À ce titre (figure n° 4), l'offre alimentaire bénéficie grandement des flux en provenance indirecte de Libreville où se situe le plus grand port du pays, ainsi que directement du Cameroun (Kye-Ossi et Ambam) et du Congo-Brazzaville (Mazingo et Ekata).

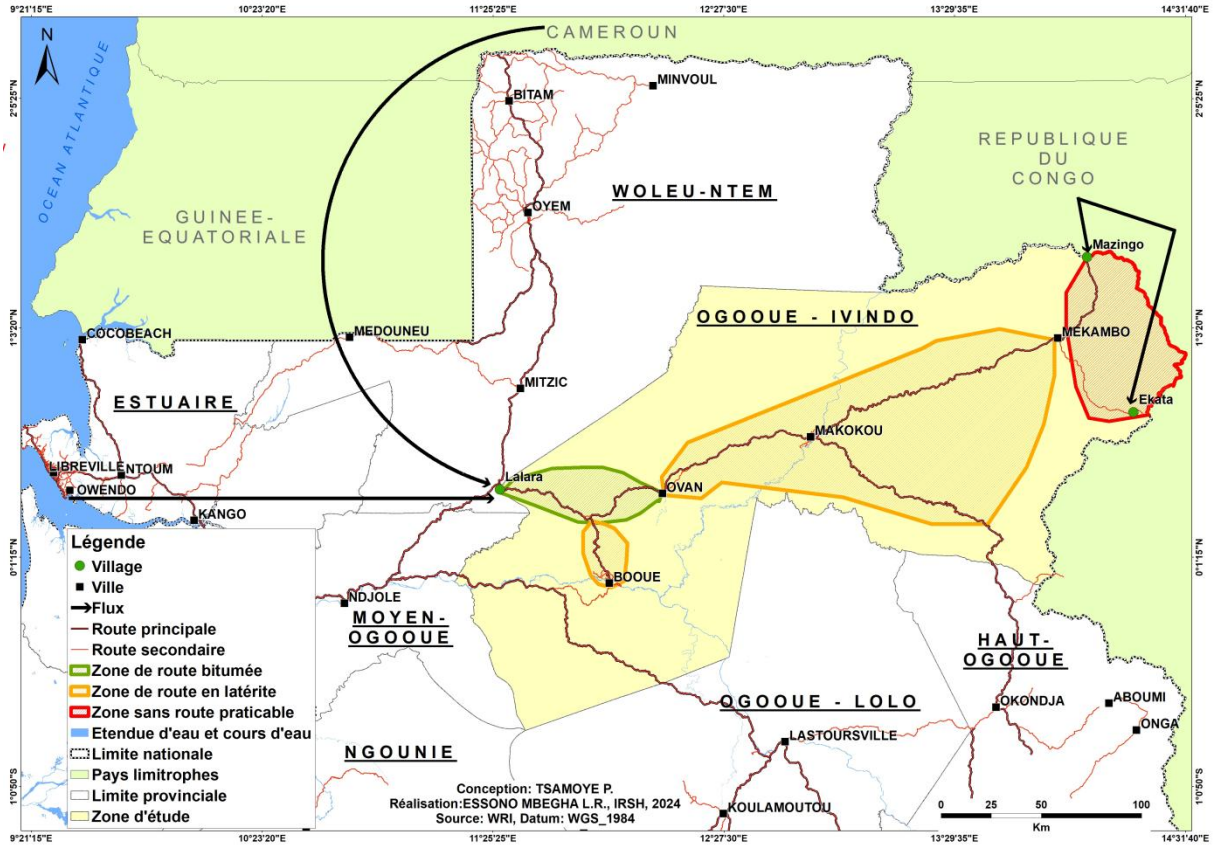

Figure 4 : Etat du réseau routier de la province de l'Ogooué-Ivindo

La question des infrastructures routières capables de faciliter et de soutenir ces flux de denrées alimentaires se pose donc. En effet, le réseau routier de l'Ogooué-Ivindo présente principalement trois caractéristiques (figure n° 4). Tout d'abord, une portion bitumée qui s'étend sur 116 kilomètres, précisément entre Lalara et Ovan. Ensuite, une section en latérite, que l'on trouve entre Ovan et Mekambo (photo n° 1) ainsi qu'entre Koumameyong et Booué. Pour le reste, il n'existe pas de routes praticables tout au long de l'année, comme c'est le cas entre Mekambo et Mazingo, ou entre Mekambo et Ekata (photo n° 3).

Photo 1 : Une vue du tronçon routier Ovan-Makokou

Source : enquête de terrain.

Photo 2 : Une vue du tronçon routier Koumameyong-Ovan

Source : enquête de terrain, 2024

Photo 3 : Une vue du tronçon routier Mekambo-Ekata

Source: Gabonews,com

Planche 1 : Une vue des trois caractéristiques du réseau routier de l'Ogooué-Ivindo

ISSN 1817-5589

Bien que l'on se soit réjoui du bitumage de l'axe Ovan-Makokou, force est de constater et de déplorer la dégradation de la route entre Koumaméyong et Ovan (photo n° 3), où une partie de la chaussée s'est effondrée depuis plus d'un an. Malgré la visite sur le site du ministre des Travaux Publics, les habitants de cette zone signalent qu'aucune mesure n'a été prise pour restaurer cette infrastructure.

Ces contraintes infrastructurelles entrainent des obstacles à la fluidité des flux de denrées alimentaires, notamment en direction de Booué, Makokou ou encore Mekambo. Si Ovan est épargnée grâce à sa desserte par une route bitumée, la réalité est bien différente pour les autres localités de la province. En saison pluvieuse, il n'est pas rare que les transporteurs se retrouvent face à d'énormes bourbiers, ce qui allonge considérablement leur temps de parcours. Interrogés dans le cadre de cette étude, certains de ces acteurs estiment que « desservir les localités de l'Ogooué-Ivindo est un parcours du combattant par rapport à la qualité de la route. Même si nous avons une logistique plus ou moins adéquate, il arrive que nous nous retrouvions en difficulté en saison de pluies ».

Sous forme de conséquences, ils évoquent « parfois des retards dans la livraison des marchandises ». Les situations les plus difficiles relèvent de l'acheminement des aliments sous températures dirigées, requérant le maintien de la chaîne de froid. A ce propos, ils disent « prendre des risques énormes et que seule la prière permet de garder la foi et d'espérer arriver saint et sauf ».

2.4. La province de l'Ogooué-Ivindo : un hinterland peu intégré au flux alimentaire du port commercial d'Owendo/Libreville

Dans le triptyque portuaire développé par A. Vigarie en 1979, dans son ouvrage « *Ports de commerce et vie littorale* », l'avant-pays maritime et l'arrière-pays terrestre doivent s'articuler autour d'un pôle central : la ville portuaire. Celle-ci est censée jouer un rôle structurant en assurant l'approvisionnement de tout son hinterland, notamment en produits alimentaires. Cependant, en prenant l'exemple de la ville de Makokou, capitale de la province de l'Ogooué-Ivindo, il apparaît clairement que cette localité, située à plus de 600 kilomètres de la commune d'Owendo, où se trouve le principal port commercial du Gabon, ne bénéficie pas de l'influence économique attendue de celui-ci. En d'autres termes, le port d'Owendo/Libreville ne contribue pas significativement à l'amélioration de la disponibilité des aliments de la province de l'Ogooué-Ivindo.

En effet, le flux de denrées alimentaires transitant par cette entité portuaire ne parvient que difficilement jusqu'à la province de l'Ogooué-Ivindo en raison du mauvais état du réseau routier reliant cette région à Libreville et de l'absence d'autres possibilités de transport efficaces. À titre de comparaison, la province voisine du Haut-Ogooué bénéficie de deux modes de transport : la route et le chemin de fer. Cette double desserte lui permet d'être mieux approvisionnée en produits alimentaires en provenance du port d'Owendo/Libreville, notamment grâce à la voie ferroviaire, qui compense la dégradation du tronçon routier entre Libreville et Franceville. Il convient également de noter que les deux provinces sont desservies par la voie aérienne. Toutefois, en raison du coût élevé du fret aérien, ce mode de transport n'est pas utilisé pour l'acheminement des denrées alimentaires.

Par ailleurs, l'exploitation prochaine du minerai de fer dans cette province devrait, à terme, contribuer à une amélioration significative de l'approvisionnement en denrées alimentaires en provenance du port par lequel transiteront ces ressources. À ce jour, l'emplacement précis de ce port n'est pas encore confirmé, bien que les autorités évoquent régulièrement la ville de Mayumba, située au sud-ouest du pays. En effet, le transport du minerai nécessitera la construction d'une infrastructure ferroviaire moderne. Celle-ci pourrait également servir au transport de produits alimentaires, facilitant ainsi leur acheminement vers les populations locales, ainsi que vers les cadres et travailleurs qui s'installeront dans la province dans le cadre de la mise en œuvre du projet minier.

3. Discussion

Après le traitement et l'analyse des données, tant quantitatives que qualitatives, collectées sur le terrain, il a été conclu que la principale contrainte à la disponibilité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo réside dans l'irrégularité des repas, un problème qui touche plus de 90 % des personnes interrogées. Cela indique une consommation alimentaire insuffisante. Cette situation est également observée en République du Congo, où « les priorités géographiques d'un point de vue prévalence de l'insécurité alimentaire sont les Départements de Lekoumou, Cuvette, et Plateaux dans lesquels 43 % de tous les ménages ont une consommation alimentaire faible » (République du Congo, 2013, p.6). Aussi convient-il de signaler que 98 % qualifient leur alimentation de peu variée. Cette dernière réalité, observée dans cette partie du pays, est également partagée par d'autres pays africains à l'instar du Cameroun. Quoique dans des proportions différentes, en effet, « 10,7 % de ménages enquêtés avaient une consommation alimentaire pauvre, davantage dans les régions du Sud-Ouest (21,0 %), du Nord-Ouest (18,7 %), du Littoral (16,9 %), du Centre (14,3 %) et de l'Ouest (12,5 %) » (République du Cameroun, 2021, p.25).

Pour expliquer cet état de fait, l'argument principal réside dans les difficultés d'accès économique aux denrées alimentaires, un problème qui concerne 98 % des personnes interrogées. En réalité, les contraintes liées à la production les obligent à solliciter une aide financière extérieure en provenance de leurs proches situés à Makokou, principale ville de la province, ou à Libreville, la capitale du pays. Sans cette aide, il leur est impossible de se procurer des aliments auprès des épiciers locaux. Même s'il émet certaines réserves, cette situation a aussi été observée dans la ruralité ivoirienne où les aides financières ont été identifiées par P. Janin (2001, p.238) comme un facteur pouvant déterminer le niveau de sécurité alimentaire. C'est dire comme M. Doyon, J. Elie-Leonard et C. Arsenault-Hetu (2020, p.107) que « la précarité financière limite la capacité de certains segments de population à se procurer des aliments de qualité en quantité suffisante ».

L'absence de pouvoir d'achat constitue une contrainte majeure pour accéder aux aliments, car elle reflète en réalité des problèmes au niveau de l'appareil productif. En effet, les exploitants agricoles et les éleveurs rencontrent diverses difficultés : insuffisance de matériel de production, difficultés d'accès au financement, catastrophes naturelles, manque d'encadrement, etc. En milieu rural, c'est principalement la production agricole qui détermine le niveau de consommation des populations. Cela est notamment observé en Côte d'Ivoire, particulièrement dans la région Baoulé, comme le souligne l'étude de P. Janin (2001, p.238). Il est indéniable que ces contraintes se manifestent, pour les filières vivrières, par une faible variété de l'offre. En effet, dans toute la province, seules quatre filières vivrières sont développées : le manioc, la banane, le maïs et l'arachide. Cependant, même dans ce cadre, un maintien adéquat du niveau de production aurait permis de stabiliser la consommation alimentaire, à l'instar de ce qui a été observé en Côte d'Ivoire.

En dépit de ces aléas auxquels s'ajoutent ceux liés au changement climatique, les agriculteurs estiment majoritairement que le sol reste fertile, ce qui permet à l'Ogooué-Ivindo de continuer à jouer un rôle important dans l'approvisionnement alimentaire des populations ogivines, à condition de lever les contraintes mentionnées précédemment. Ainsi, affirmer aujourd'hui que l'agriculture « ogivine » est embryonnaire ne surprendrait personne, tant cette réalité est évidente. Sa contribution à l'offre alimentaire demeure donc insuffisante par rapport à la demande interne de la province. Dans ce contexte, une forte part de l'approvisionnement provient des flux alimentaires en provenance d'une part de Libreville, où se trouve le principal port du pays, et d'autre part du Cameroun (Kye-Ossi et Ambam) et du Congo-Brazzaville (Mazingo et Ekata). Cependant, la question des infrastructures routières nécessaires pour faciliter et soutenir ces flux alimentaires se pose avec acuité.

Ces contraintes infrastructurelles constituent des obstacles à une circulation fluide des denrées alimentaires, notamment en direction de Booué, Makokou et Mekambo. Certains acteurs estiment que l'accès aux localités de l'Ogooué-Ivindo relève d'un véritable parcours

du combattant en raison de la mauvaise qualité des routes. Même avec une logistique plus ou moins appropriée, les difficultés demeurent d'actualité, notamment pendant la saison des pluies. Des retards dans la livraison des marchandises sont fréquemment mentionnés parmi les conséquences.

Les situations les plus complexes concernent le transport des denrées nécessitant des températures contrôlées, et en particulier le maintien de la chaîne du froid. À ce sujet, les acteurs concernés indiquent prendre des risques considérables. Ces réalités sont caractéristiques des pays en voie de développement manquant d'infrastructures routières adaptées. Un exemple similaire peut être observé au Cameroun où la saison des pluies est considérée par la République du Cameroun (2021, p.33) comme un goulot d'étranglement tant pour l'approvisionnement alimentaire des zones rurales que pour l'approvisionnement des marchés grâce à la production locale.

Conclusion

Cette étude s'est concentrée sur la disponibilité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo. L'objectif principal était double : d'une part, évaluer le niveau de consommation alimentaire dans cette région du pays et, d'autre part, analyser les obstacles à l'amélioration de cette offre. La question centrale posée était la suivante : quelle est la situation de la disponibilité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo ? À cette question s'est ajoutée une interrogation secondaire, formulée ainsi : quelles sont les entraves à la disponibilité physique des denrées alimentaires dans cette province ?

Pour répondre à ces questions et atteindre les objectifs fixés, une approche méthodologique combinant à la fois des méthodes qualitatives et quantitatives a été utilisée. À la suite du traitement et de l'analyse des données collectées, il apparait que la consommation alimentaire des populations rurales de la région est à la fois irrégulière et peu variée, un problème amplifié par la question de l'accès économique aux aliments. Sur le plan intérieur, cette situation découle des contraintes du secteur agricole qui se caractérise par une offre alimentaire limitée, une baisse des rendements et un niveau encore rudimentaire.

Dans l'incapacité de répondre aux besoins alimentaires de ses habitants, l'Ogooué-Ivindo recourt aux apports extérieurs. Ces derniers proviennent aussi bien indirectement de Libreville, où se situe le plus grand port du pays, que des pays limitrophes à l'instar du Cameroun (Kye-Ossi et Ambam) et du Congo Brazzaville (Mazingo et Ekata). Cependant, l'accès aux denrées importées se heurte aux contraintes liées aux infrastructures routières, qui peinent à soutenir cette dynamique.

En résumé, la combinaison des difficultés liées à l'appareil productif et à l'accessibilité physique des denrées alimentaires place la sécurité alimentaire dans la province de l'Ogooué-Ivindo dans une situation critique. Interrogés sur leur résilience face à ces défis, les agriculteurs estiment majoritairement que le sol demeure fertile (80 % des enquêtés) et qu'en conséquence, l'Ogooué-Ivindo pourrait encore jouer un rôle significatif dans l'alimentation des populations locales, à condition toutefois de lever les obstacles mentionnés.

Bibliographie

BOUQUET Emmanuelle, LOURME-RUIZ Alissia , BICHARD Anne, 2021, « La mesure de la sécurité alimentaire des individus et ménages : potentiel et défis de la collaboration entre sciences de la nutrition et sciences sociales ». In *Méthodes d'investigation de l'alimentation et des mangeurs (MIAM)*, Editions QUAE, Paris, 244 pages. Disponible en ligne. Consulté le 12 avril 2024.
URL : https://books.openedition.org/quae/41462

COURADE Georges, 1992, « Le fait alimentaire : territoire à conquérir de la géographie ». In *Tiers-Monde*. 1992, tome 33 n° 132. Le fait alimentaire : débats et perspectives (sous la direction d'Emmanuel Calvo et Georges Courade). pp.743-762.

DIRECTION GENERALE DE LA STATISTIQUE, 2015, « Résultats globaux du Recensement Général de la Population et des Logements de 2013 du Gabon (RGPL2013) ». Libreville, 61 p., [En ligne], Consulté en décembre 2023, URL : https://gabon.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/Resultats%20Globaux%20RGPL%281%29.pdf

DOYON Mélanie, ELIE-LEONARD Jessica , ARSENAULT-HETU Camille, 2020, « La sécurisation alimentaire en milieu rural : le cas de trois initiatives agricoles innovantes », *Revue Organisations & territoires*, Volume 29, numéro 2, pp. 105-115. Disponible en ligne. Consulté le 17 avril 2023. URL : https://doi.org/10.1522/revueot.v29n2.1154

FERLAY Aymeric, 2014, « Diagnostic agraire de trois villages de la région de Makokou au Gabon », *Mémoire de stages de fin d'études*, Sup Agro de Montpellier, Montpellier, 153 pages. Disponible en ligne. Consulté le 16 avril 2023.
URL : https://agritrop.cirad.fr/575609/

FUMEY Gilles, 2007, « Penser la géographie de l'alimentation ». *Bulletin de l'Association de Géographes français (BAGF)*, 2007, 84/1, pp. 35-44

GERARD Mathilde, 2022. « Sous-alimentation : près d'une personne sur dix souffre de la faim dans le monde, un chiffre en forte hausse depuis deux ans », [En ligne], Consulté en novembre 2023, URL : https://www.lemonde.fr/planete/article/2022/07/06/malnutrition-pres-d-une-personne-sur-dix-souffre-de-la-faim-dans-le-monde-un-chiffre-en-forte-hausse-depuis-deux-ans_6133630_3244.html

JANIN Pierre, DURY Stéphane, 2012, « Les nouvelles frontières de la sécurité alimentaire. Une étude prospective ». *Cah Agri*, vol. 21, n° 5, septembre-octobre 2012, pp.285-292.

JANIN Pierre, 2001, « L'insécurité alimentaire rurale en Côte d'Ivoire : une réalité cachée, aggravée par la société et le marché », *Cahiers Agricultures*, pp. 233-41. [En ligne], Consulté en décembre 2024. URL : https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-06/010029778.pdf

JEANCLOS Yves, 2001, « La sécurité alimentaire à l'orée du XXIe siècle », AFRI, Bruylant, Bruxelles, vol. 2, pp. 970-985, [En ligne], Consulté en janvier 2024.
URL : https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/jeanclos2002.pdf

Loi de finance de la république Gabonaise, 2024, 85 p.

MADOUNGOU Ndjeunda Guy Merlo, et al., 2021, « La sécurité du transport terrestre des produits pétroliers du port de Libreville/Owendo vers l'arrière-pays », *in Ouvrage collectif De la Ville non pensée à la ville pansée, Réflexion et Critiques Géographiques sur Libreville*, Sous la Direction de Rano-Michel NGUEMA et Jean-Claude NDONG MBA, l'Harmattan, Paris, pp.201-224.

MONDJO Mouega Morel, 2022, « Gabon : 738 milliards dépensés en importation au 1er semestre 2022 ». Disponible en ligne. Consulté le 10 avril 2024.
URL :https://gabonmediatime.com/gabon-738-milliards-depenses-en-importation-au-1er-semestre-
2022/#:~:text=Les%20importations%20de%20denr%C3%A9es%20alimentaires,du%20minist%C3%A8re%20de%20l'Agriculture.

NDJAMBOU Léandre Edgard, LOUNGOU Serge , IBOUANGA Brice, 2019, « Comment dynamiser les ports gabonais. Esquisse d'une stratégie de conquête d'un hinterland international », *Revue Espace Géographique et Société Marocaine, n° 28/29 Août 2019*, pp.93-106

NATIONS UNIES. Commission Economique pour l'Afrique ; Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et Agriculture ; Commission de l'Union Africaine, 2021. « Afrique : vue

d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et de la nutrition 2020 : transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable ». Addis Abeba, [En ligne], Consulté en décembre 2023, URL : https://repository.uneca.org/handle/10855/44790

PUSSEMIER Luc, 2025, « Principaux résidus et contaminants de la chaine alimentaire », publié et mis en ligne le 22 mars 2025 ». URL : https://www.afis.org/Principaux-residus-et-contaminants-de-la-chaine-alimentaire

République du Cameroun, 2021, « Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle », 65. [En ligne], Consulté en novembre 2024.
URL : https://fscluster.org/sites/default/files/documents/2021.04_cmr_ensan_report.pdf

République du Congo, 2013, « Compréhensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP) : Nutrition Country Paper – République du Congo », 27 pages. [En ligne], Consulté en décembre 2023, URL : https://www.fao.org/fileadmin/user_upload/nutrition/docs/policies_programmes/CAADP/east_central_africa/outputs/country_papers/Congo_NCP_200213.pdf

REPUBLIQUE GABONAISE, 2017, « Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNSAN) 2017-2025 », 80 pages. Disponible en ligne. Consulté le 06 avril 2024.
URL : https://faolex.fao.org/docs/pdf/Gab172637.pdf

ROUGIER Gabon, 2014, « Concession forestière sous aménagement durable (CFAD) de l'Ogooué-Ivindo », Version N° 2, 14 p. Disponible en ligne. Consulté le 13 octobre 2023.
URL :
http://www.rougier.fr/sites/default/files/produits/certificats/resume_pa_revise_cfad_ogooue_ivindo.pdf

TOUZARD Jean Marc, TEMPLE Loïc, 2012, « Sécurisation alimentaire et innovations dans l'agriculture et l'agroalimentaire : vers un nouvel agenda de recherche ? Une revue littéraire ». *Cah. Agri*, vol. 21, n° 5, septembre-octobre 2012, pp.293-301.

TSAMOYE Pacôme, 2013, « La mondialisation des échanges agricoles : quels impacts sur la sécurité alimentaire au Gabon et au Cameroun ? », *Thèse de doctorat*, Université de Nantes, Nantes, 455 p.

TSAMOYE Pacôme , SELLO Madoungou Leticia Nathalie, 2023, « Perception du changement climatique et stratégies d'adaptation dans le monde rural gabonais : cas des agriculteurs de l'Ogooué-Ivindo ». *Revue Espaces Africains* (En ligne), 1 | 2023, ISSN : 2957 - 9279, mis en ligne, le 30 juin 2023. Pp. 23-33. Consulté le 03 avril 2024.
URL : https://espacesafricains.org/wp-content/uploads/2023/07/TAP-2.pdf

VIGARIE André, 1979, « Ports de commerce et vie littorale », Hachette, Paris, 492 pages.